



6 janvier 2012

Solidarités Nouvelles face au Chômage

« Des Etats généraux pour l'emploi »

L'annonce d'un énième sommet social sur l'emploi ne suffira pas à calmer les inquiétudes, ni à persuader qu'on s'occupe, en haut lieu, du problème. L'opinion commence à réaliser que rien ne se fera sans un engagement de tous, sans « changer son regard sur le chômage », selon l'expression du Président de la République. Pour parler d'emploi, il faut d'autres interlocuteurs autour de la table que les traditionnels partenaires sociaux. Il ne s'agit pas cette fois d'une question de dialogue social sur les conditions de travail de ceux qui sont déjà en emploi. Il ne s'agit pas de se contenter de protéger les emplois existants ou d'éviter la prolifération des formes d'emploi les plus précaires. Il ne s'agit pas non plus de reprendre la rengaine de l'incitation des chômeurs au retour à l'emploi, chanson favorite de ceux qui ne se sont jamais retrouvés bredouille sur le marché du travail. Il s'agit de parler d'abord de création d'emploi, aujourd'hui et demain. D'interroger les acteurs du développement économique territorial, les donneurs d'ordre, les investisseurs et apporteurs de crédit, les entrepreneurs, y compris ceux qui ont l'insertion professionnelle dans leur objet social, les connaisseurs des problématiques de reconversion, les inventeurs de normes au risque de la disparition d'emplois, les représentations commerciales françaises à l'étranger,...

Cette concertation pourrait prendre la forme « d'Etats généraux pour l'emploi ». Elle devrait être organisée le plus tôt possible et pour un temps limité, avec un objectif spécifique et des interlocuteurs impliqués. Ces Etats généraux pour l'emploi pourraient se faire sans souci de protocole, ni même de représentativité, sans attention particulière aux prérogatives des uns ou des autres, en donnant des orientations. Nous créerions un langage commun, ouvrant sur des décisions publiques et sur des programmes d'action à court, moyen ou long terme, faisant ressortir la responsabilité de chacun. Cette concertation permettrait de donner un signe public de l'attention réelle portée à l'enjeu de l'emploi, de faire apparaître les obstacles à son développement, les sacrifices à consentir pour l'assurer, les engagements pris ou à prendre, les résultats à espérer.

Nécessairement, on ne pourra faire l'économie des questions que nous ne cessons de contourner depuis des décennies, faute du courage nécessaire pour les regarder en face. Ce sera l'occasion de vérifier ce que nous affirmons tous les jours avec notre association Solidarités Nouvelles face au Chômage : l'emploi constitue notre préoccupation première.

Le financement de la protection sociale doit-il continuer de reposer sur les salaires, et sur les seuls salaires des employés du privé, quand il s'agit d'indemnisation du chômage ? Avons-nous les bonnes réponses en matière d'orientation et de formation pour résoudre les problèmes de reconversion professionnelle, cet accès des demandeurs d'emploi à la formation professionnelle dont notre association réclame l'aménagement depuis près de dix ans ?

Quelles facilités donnons-nous aux PME pour qu'elles aient accès aux financements à long terme, à la recherche, aux marchés publics, aux compétences ? Où en est-on des suites données aux Etats généraux de l'industrie ? Où en est-on du rééquilibrage et de la moralisation des rapports entre distributeurs et fournisseurs, entre donneurs d'ordre et sous-traitants ?

Il ne s'agira pas de chercher à imputer à tel ou tel les raisons de nos piètres performances. Il s'agira de s'encourager mutuellement à faire preuve de persévérance pour les initiatives déjà prises, de mieux les faire connaître pour qu'elles soient davantage reconnues et soutenues dans l'opinion, d'en trouver d'autres, en aidant chacun à voir ce qu'il peut faire là où il est, de réduire les éventuelles suspicions réciproques. Si, vraiment, il y a un intérêt partagé pour l'emploi, alors il convient d'en faire une cause nationale et que, sans attendre, l'ensemble de la société civile s'engage pour elle.

Patrick Boulte
Vice-Président de Solidarités Nouvelles face au Chômage
Auteur de « Se construire soi-même pour mieux vivre ensemble »
et « Individus en friche »